



Jeudi 14 novembre 2013

**COMMUNIQUE**

**de**

**Jean-Pierre BLAZY**

**Député du Val-d'Oise - Maire de Gonesse**

**Jean-Pierre Blazy, rapporteur pour avis du budget  
«Sécurités»  
réagit par rapport à la manifestation des policiers  
du syndicat Alliance**

Le syndicat de police Alliance a manifesté le 13 novembre devant l'Assemblée nationale pour dénoncer un budget pour 2014 qui mettrait « en danger » le métier de policier.

Alliance oublie certainement un peu vite qu'ils ont eux-mêmes contribué à la mise en danger des policiers et des gendarmes en cautionnant pendant cinq ans les mesures liées à la révision générale des politiques publiques (RGPP). Entre 2007 et 2012 en effet, 13 700 emplois de policiers et de gendarmes ont été supprimés du fait du non-remplacement des départs en retraite. Si elle avait été maintenue, elle aurait entraîné la suppression de 3 200 postes supplémentaires pour l'année 2013. En outre, dans la même période, les moyens de fonctionnement des forces de l'ordre ont diminué de 18 %.

A l'inverse, notre budget est un budget de rupture par rapport à celui d'une période néfaste pour la sécurité de nos concitoyens. 480 postes supplémentaires ont été créés dans la police et la gendarmerie en 2013.

405 le seront en 2014. Pour être plus précis, ce sont 2 809 fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application en 2014, dont 1 239 par concours externe. Cette évolution tranche avec la situation observée en 2010 et 2011 où seuls 500 recrutements par an avaient été effectués. Globalement, il est prévu 7 380 entrées dans l'ensemble des catégories de la police nationale, dont 4 939 recrutements externes. De son côté, la gendarmerie recrutera 9 494 personnels, dont 85 officiers, 3 231 sous-officiers, 5 654 volontaires et 300 civils. Pour la première fois depuis 2007, les crédits exécutés par la police et la gendarmerie nationales seront en augmentation par rapport à l'année précédente et ce de 2 %, équivalant à 40 millions d'euros avec le « dégel » notamment de 111 millions d'euros de crédits pour les deux forces et 10 millions pour répondre aux besoins immobiliers les plus pressants dans la gendarmerie nationale.

Pendant ces cinq années, la droite a utilisé le partenariat public-privé pour l'immobilier dans la police et la gendarmerie qui a été un échec et qui est aujourd'hui abandonné en raison de l'évolution exponentielle du coût des loyers engendré par ces opérations. Pour autant la situation actuelle n'est pas satisfaisante. C'est la raison pour laquelle je propose la décentralisation de l'immobilier dans la police et la gendarmerie respectivement aux régions et aux départements à condition que ce transfert de compétences s'accompagne d'un transfert de ressources de la part de l'Etat.